Le Développement des Coopératives pendant la guerre

Aucune manifestation économique ne doit nous laisser indifférents, à l'heure actuelle surtout. Dans le chaos, chaque jour plus grand, qui caractérise notre Société, il faut chercher ce que valent réellement les organes économiques qui naissent, et particulièrement ceux dont la puissance s'affirme.

Parmi eux, la Coopération apparaît comme destinée à prendre la place la plus importante. Pendant la guerre son développement fut extraordinairement rapide et durant cette période sanglante, dans tous les pays, on fit appel aux organisations coopératives pour assurer le ravitaillement et lutter contre la cherté de la vie.

Certains pensaient qu'avec la paix l'importance de l'action coopérative allait s'affaiblir ; il n'en est rien.

L'augmentation sans cesse accrue du prix de la vie donne au contraire un nouvel élan aux organisations coopératives, sur lesquelles les consommateurs se tournent de plus en plus, car ce sont les coopératives de consommation qui se développent irrésistiblement. Les coopératives de production, au contraire, non seulement ne se multiplient pas, mais celles qui existent traînent une vie pénible et sans espérances.

Les circonstances cependant leur étaient particulièrement favorables pendant la guerre.

Dès 1915, le Sous-Secrétaire d'État à l'Armement, Alb. Thomas, était décidé à faciliter les initiatives de ceux qui seraient prêts à monter des coopératives de production pour fabriquer armes ou munitions.

Rien n’est venu de ce côté. Pourtant nombreux sont les individus sans moyens qui ont obtenu des marchés, et se sont enrichis on sait avec quelle triste facilité. Une coopérative de production eut trouvé un terrain propice et tous les appuis nécessaires pour naître, grandir et permettre en même temps la lutte contre les profits fantastiques des usines de guerre.

Dans ces circonstances la coopération de production fut incapable de jouer aucun rôle.

Par contre les coopératives de consommation vont se développer avec une rapidité qui ne semble pas avoir été prévue.

Dès le début des hostilités le désordre entraîné par la mobilisation vint diminuer ou même arrêter complètement le ravitaillement. Les coopératives intervinrent heureusement, partout où il en existait, pour lutter contre ces premières difficultés.

Dans la région parisienne, les Sociétés coopératives s’unirent et formèrent l’Union des Coopératives. Cette dernière, au moment où des manifestations chauvines, entretenues et sans doute organisées par des concurrents avisés, détruisirent les laiteries Maggi, reprit à son compte la vente du lait Maggi afin d’éviter aux Parisiens la disparition de cette marchandise de première nécessité.

L’Union des Coopératives devint ainsi dès le début un organe auquel le Gouvernement fit de plus en plus souvent appel, au fur et à mesure que les difficultés apparaissaient pour assurer le ravitaillement de la population parisienne.

Mais ce fut surtout au moment où la nécessité de fabriquer canons et munitions fit naître sur certains points du pays des centres industriels congestionnés, que les Sociétés coopératives prirent un essor remarquable.

Dans ces centres surpeuplés (Saint-Étienne, Bourges, etc…) le coût de la vie s’accrût plus rapidement qu’ailleurs.

L’ouvrier, mobilisé en usines, forcé de se loger, de s’habiller, de se nourrir, devint la proie sans défense des propriétaires, commerçants et restaurateurs.

Pour leur permettre de vivre, il fut bientôt nécessaire d’envisager une hausse de leurs salaires, d’ailleurs réduits par les patrons d’usines de guerre au taux le plus bas possible. Mais la moindre augmentation de salaires ou même l’annonce des pourparlers engagés à ce sujet entraînait automatiquement une augmentation identique des prix des commerçants locaux.

Les salaires plus élevés n’amélioraient donc pas la vie des travailleurs des usines de guerre qui se trouvaient en face de conditions d’existence de plus en plus lourdes.

Le Gouvernement se montra incapable d’agir vigoureusement contre cette spéculation avouée ; il envisagea cependant la nécessité d’assurer le ravitaillement de ces régions aux prix normaux. C’est aux Coopératives que le Ministère de l’Armement demanda de jouer ce rôle et de créer restaurants, épiceries et boucheries.

Mais ces créations, qui devaient être rapides, exigeaient des ressources dépassant celles des Coopératives. Aussi dès le mois de mai 1916, Albert Thomas contribuait-il à la création du « Fonds Coopératif des Usines de Guerre » dont le but était de chercher les moyens financiers indispensables à l’action coopérative. Puis la loi du 29 juin 1917 portait ouverture, au Crédit du Ministère de l’Armement, de sommes pour avances remboursables, aux organisations ayant pour but d’améliorer les conditions de bien-être du personnel des usines de guerre.

À partir de ce moment nous assistons, dans la France entière (dans les centres industriels surtout) à une floraison surprenante de restaurants et magasins coopératifs.

Là où rien n’existait on trouvait parmi les consommateurs les éléments pour ces créations nouvelles. Là au contraire où

vivait déjà une coopérative, c’est elle, la plupart du temps, qui se chargea des œuvres à mettre debout, grâce aux avances consenties par le Ministère de l’Armement au taux exceptionnel de 2%.

Le chiffre d’affaires des institutions coopératives pour le premier trimestre 1918 était de : 7.866.657 francs pour les restaurants et 83.805.459 francs pour les magasins, au total : 91.672.116 francs réalisés par 860 restaurants ou magasins.

Avant la guerre, il n’existait que 416 restaurants et magasins, et en 1913 leur chiffre d’affaire trimestriel était de 20.424.102 francs.

Ce très bref aperçu permet de mesurer l’importance du mouvement coopératif durant ces dernières années.

Quelle forme a-t-il adoptée pour ce développement rapide ?

Quel rôle social et moral joue-t-il dans la société actuelle ?

Quel rôle sera-t-il capable de tenir, demain, dans la société nouvelle qui vient au monde ?

C’est ce que nous allons examiner, sans parti pris, dans un prochain article, nous éloignant aussi bien de ceux qui nient la valeur de la coopération que de ceux qui y voient une sorte de panacée universelle capable de guérir tous nos maux.

[/R.C./]